

LA PRESSE

Politique climatique américaine : un sombre bilan

La Maison-Blanche de plus en isolée du reste du monde... et des États-Unis

Texte paru dans La Presse du 21 février, cahier Les Affaires, page 7

Alexis Beauchamp, assistant de recherche, Centre Études internationales et Mondialisation (CEIM), UQAM

Maintenant que le protocole de Kyoto est entré en vigueur, l'administration Bush se voit plus marginalisée que jamais dans le dossier des changements climatiques. Depuis que George W. Bush a confirmé son opposition à Kyoto en mars 2001, les pressions internes et externes se multiplient afin que Washington participe à la lutte contre les changements climatiques.

Une part grandissante du Congrès, des États et du secteur privé tente de forcer la main du gouvernement fédéral sur la question. La science des changements climatiques se précise et convertit des acteurs politiques qui s'opposaient jusqu'à récemment aux mesures devant réduire les gaz à effet de serre (GES). Cette vague de conscientisation parviendra-t-elle à convaincre une administration qui depuis quatre ans adopte une attitude récalcitrante dans le dossier ?

Un sombre bilan

Si les États-Unis sont les premiers investisseurs mondiaux dans la recherche scientifique en changements climatiques, ce fait cache mal l'absence d'un véritable plan de lutte contre les changements climatiques. Bush favorise le statu quo et refuse d'appuyer des mesures qui vont au-delà du volontariat. Résultat ? Les émissions de GES continuent de croître, celles-ci excédant de 22% en 2003 l'objectif qui avait été accepté par les États-Unis à Kyoto.

Le Congrès et les États mènent le bal

Le Congrès s'est avéré dans les années 1990 l'un des principaux opposants à la lutte contre les changements climatiques aux États-Unis, cette hostilité rendant impossible la ratification de Kyoto par les États-Unis sous Clinton. L'attitude des élus américains a depuis évolué, au point où plusieurs opposants de Kyoto critiquent aujourd'hui de façon virulente la Maison-Blanche pour son manque d'initiative dans le dossier. Le projet de loi bipartisan *Climate Stewardship Act* visant à établir une limite légale pour la plupart

des émissions industrielles de GES (revenir au niveau de 1990 pour 2010) devrait d'ailleurs être de nouveau soumis au vote du Sénat dans les prochaines semaines, après avoir été défait par un vote serré en octobre 2003.

Devant l'inertie du gouvernement fédéral, une majorité d'États élaborent des stratégies visant à réduire les émissions *nettes* de GES sur leur territoire, développant souvent des partenariats avec le secteur privé. Les États représentent en quelque sorte un laboratoire pour les différentes options qui pourront ensuite être adoptées au niveau fédéral. Plusieurs mesures jugées controversées à Washington sont appliquées avec succès par les États. Le ministre canadien de l'environnement, Stéphane Dion, s'est d'ailleurs rendu en Californie récemment afin de s'inspirer des initiatives locales en la matière.

Le secteur privé s'implique...

Les secteurs pétroliers, charbonniers, automobiles ainsi que des coalitions de centrales électriques forment le noyau de l'opposition contre la réduction des GES depuis la fin des années 1980 aux États-Unis. Même si plus de 50% de l'électricité américaine continue de provenir de la combustion du charbon, la position antagoniste de ces industries s'assouplit progressivement. Plusieurs compagnies ont cessé de nier le consensus entourant la science des changements climatiques et sont maintenant en faveur de mesures modérées et progressives, certaines ralliant les rangs des entreprises qui ont déjà effectué des réductions volontaires de GES. Ces secteurs, loin d'être enthousiastes face à la venue de mesures obligatoires, semblent toutefois s'y être résignés.

Et la communauté internationale s'impatiente

Le dossier des changements climatiques demeure encore aujourd'hui une épine dans le pied des relations transatlantiques, au point où Tony Blair, allié américain s'il en est un, hausse le ton. Il a profité du Sommet économique de Davos pour informer Washington que les États-Unis, après avoir cherché l'appui du reste du monde dans certains dossiers clés, devaient maintenant retourner l'ascenseur en changements climatiques: « *If America wants the rest of the world to be part of the agenda it has set, it must be part of their agenda, too* » .

Un changement en vue ?

Alors que la Maison-Blanche affirme que rétablir ses relations avec l'Europe est une priorité pour l'année 2005 et que les pressions internes s'intensifient, le président Bush changera-t-il de chapeau dans un dossier que certains de ses conseillers avouent avoir mal géré depuis son arrivée au pouvoir ? Avec la feuille de route en environnement de cette administration, seules des actions concrètes pourront faire taire les critiques.